

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MAI 1924.

BUDGET DES DÉPENSES RECOUVRABLES EN EXÉCUTION DES TRAITÉS DE PAIX

EXERCICE 1924 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. de LIEDEKERKE.

MESSIEURS,

Aujourd'hui, la solution internationale du vaste problème des réparations semble être entrée dans une voie nouvelle; les espérances de le voir solutionné dans un temps rapproché sont légitimes.

La Belgique est en droit d'estimer que les temps où elle pourra escompter certains versements réguliers de son débiteur ne sont plus éloignés; elle peut espérer parfaire sous peu sa restauration matérielle et soulager ses habitants d'une partie des charges financières contractées à cette fin.

Nous venons, en effet, de voir clore une phase cruelle des vicissitudes de l'après-guerre. Notre grande alliée d'outre-Océan, dont nous avons, depuis le Traité de Versailles, à déplorer l'isolement, a fait un effort fructueux pour se rapprocher de ses amis et réaliser le front unique allié dans l'après-guerre.

Notre adversaire, vaincu, semble être contraint à accepter les conclusions du Comité des Experts.

Au point de vue de la Nation belge, si celles-ci pouvaient être loyalement exécutées, notre chère Patrie trouverait enfin, après bien des désillusions et des tristesses, un peu du réconfort et du calme si ardemment souhaités. Ce serait une

(1) Budget, n° 4xvii.

Amendements, n° 78, 405, 457v.

(2) Composition de la Commission spéciale :

1° Les membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Lemonnier, président, Hallet, Houtart, vice-présidents, Carlier, David, secrétaires, Bologne. Cousot, De Bruyne (Auguste), de Liedekerke, Donnay, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wauwermans.

2° Six membre nommés par les Sections : MM. de Wouters d'Oplinter, Lamborelle, de Montpellier, De Bue, Sap et du Bus de Warnaffe.

étape importante franchie sur le chemin de la paix, quoique d'autres problèmes internationaux attendent encore leur solution. Les dettes interalliées, qui heureusement ne nous concernent pas directement, et les sanctions à appliquer en cas de non-observation des conclusions du rapport des experts, sont de ce nombre.

Qu'il nous soit permis d'émettre un vœu sur ces points: Que le Ciel nous préserve de voir compliquer le problème actuel, en y incorporant des problèmes distincts; efforçons-nous de solutionner les difficultés, chacune à leur tour.

Le budget des dépenses recouvrables est sensiblement diminué cette année. L'an dernier il approchait des trois milliards, aujourd'hui, à la suite des amendements introduits par le gouvernement, il est d'environ un milliard et demi.

Les principales réductions de dépenses portent sur les postes suivants :

457 millions de dépenses provenant de la charge du service des emprunts contractés pour la restauration ont été supprimés.

890 millions sont prévus en moins pour le ministère des Affaires Economiques. Comment se fait-il que ce département ait pu réaliser de si larges économies ?

Tout d'abord. Un fait prévu par nous se réalise aujourd'hui.

Nous enregistrons maintenant les heureuses conséquences des restaurations faites par l'Office des Régions dévastées et par le Département de l'Agriculture. Dès 1919, l'Etat prit en main de nombreuses reconstructions immobilières et agricoles; cette méthode, critiquée par d'aucuns, produit aujourd'hui ses résultats. L'Office des R. D. a dépensé un peu plus d'un milliard et la restauration agricole a coûté un peu plus de 500 millions; ces sommes dépensées ainsi viennent actuellement en décompte de celles à liquider aux sinistrés par suite des jugements rendus.

Ce résultat s'est fait quelque peu attendre, car les dossiers, dépendant de plusieurs administrations, sont arrivés devant les tribunaux moins rapidement que ceux qui ne relevaient que des Commissaires d'Etat; mais depuis quelques mois il se constate une notable diminution dans les demandes d'argent nécessitées pour la liquidation des jugements définitifs. Au mois d'octobre 1923, les coopératives de Dommages de Guerre demandaient encore une cinquantaine de millions par mois; en janvier 1924, ce chiffre était tombé à 40; actuellement il ne dépasse plus guère 20 millions. De là une diminution sur les dépenses prévues lors de l'établissement du budget, en août 1923, qui se chiffre à environ 300 millions. La même observation peut se faire à propos des titres définitifs à remettre aux industriels et aux commerçants. Grâce aux avances provisionnelles faites à cette catégorie de sinistrés, il se produit que, lors des jugements définitifs, l'Etat n'a souvent plus à déboursier que de faibles sommes, parfois même il arrive que le montant des avances provisionnelles accordées dépasse le montant des indemnités attribuées; l'Etat alors se trouve être créancier au lieu de débiteur.

Une troisième cause a permis une compression sérieuse des dépenses à porter au budget. A cause des difficultés de trésorerie, il a été décidé que certains travaux de l'O. R. D., d'une nature moins urgente que les autres, ne seront pas entrepris

immédiatement, de même que les délais octroyés, pour faire la preuve de certains emplois, seraient prolongés.

Répondant aussi aux suggestions de la Commission des Finances, exprimées l'an dernier, on réglera en titres le plus de dommages possible. Les dégâts non soumis à emploi le seront toujours ainsi dans l'avenir; certaines mesures spéciales s'imposent en ce qui concerne les dégâts mobiliers.

Mais si celles-ci doivent être prises, nous espérons, par contre, voir remettre aux sinistrés des titres négociables et munis de coupons à échéances régulières. La question de payer de la même façon les intérêts dus depuis le 1^{er} janvier 1920, sur les Dommages non encore établis, est à l'étude et sera réalisée, pensons-nous.

L'an dernier nous avons souhaité que le budget de cette année fût le premier budget de liquidation de la vaste entreprise de restauration, ce souhait se fut très probablement réalisé si les circonstances spéciales, indiquées ci-dessus, n'étaient venues entraver la terminaison rapide de certaines affaires. En effet, le resserrement du crédit auquel nous venons d'assister a mis et met encore un obstacle sérieux à la liquidation totale de toutes les affaires en cours. Le Gouvernement, malgré tout son désir de hâter les travaux entrepris, de régler les dernières questions de emploi et de dommages de Guerre se voit contraint de postposer certaines réalisations et exécutions.

Nous avons tout lieu d'espérer que cette situation ne durera pas et que d'ici peu les restaurations entreprises par l'O. R. D. se poursuivront sans nouveaux arrêts.

Nous tenons à proclamer ici, de même que nous l'avons fait l'an dernier, que la Commission des Finances n'acceptera pas qu'il soit créé deux catégories de sinistrés; la loi sur les réparations qui a été appliquée, continuera à l'être dans son esprit et dans son texte.

Les sinistrés peuvent se rassurer.

La communauté belge remplira ses engagements sacrés vis-à-vis des éprouvés; ceux-ci, par contre, pour autant qu'ils le pourront, ne refuseront pas à leurs concitoyens certains termes et délais s'ils sont jugés nécessaires. Ils se souviendront, — nous en sommes persuadés — que l'auteur de tous leurs maux est l'Allemagne, qui, après avoir traitreusement attaqué, s'est, jusqu'à présent, obstinément refusée à réparer loyalement le mal commis, laissant à la Belgique le fardeau à peu près complet de cette vaste entreprise.

Aucune mesure pouvant réellement arrêter ou entraver l'effort personnel de reconstruction ne sera prise. Mais il faut que l'initiative privée se montre, dans ce domaine, à la hauteur de sa mission. Cela, le pays et le parlement peuvent et doivent le demander à chacun dans ces temps de gêne.

La Commission des Finances a examiné en détail le Budget des Affaires recouvrables. Plusieurs suggestions ont été émises par elle, celles-ci ne sont pas toutes nouvelles, mais elle croit bon d'insister sur des points déjà signalés les années précédentes pour marquer que, si ses désirs n'ont pas encore pu être tous réalisés, elle compte sur le Parlement pour les mener à bien; au fur et à mesure des possibilités.

Tout d'abord, étant donné que nous pouvons très sérieusement envisager la possibilité de faire entrer, dans un avenir prochain, les dépenses recouvrables

qui restent à faire dans le Budget Ordinaire, la Commission des Finances insiste pour que, ce jour-là, le compte-courant de l'Allemagne, demandé, soit établi d'une façon précise et annexé au Budget.

Cette comptabilité n'a pu encore être dressée, ce travail ne pouvant se faire utilement que d'accord avec les organismes internationaux, et ceux-ci ayant jusqu'à présent trouvé bien des obstacles indépendants de leur volonté à cette réalisation.

Un second point a été examiné par votre Commission : elle estime qu'il serait désirable, à l'avenir, que le Département des régies, qui possède sa comptabilité personnelle, dresse son budget propre de dépenses recouvrables. Les régies sont en voie de transformation. Tout le monde cherche à les industrialiser, il est donc tout à fait normal et désirable qu'elles fassent le service de l'ensemble des capitaux mis à leur disposition, que ceux-ci proviennent de leur premier établissement ou de leur restauration. Si semblable mesure était appliquée au Budget de cette année, celui-ci se trouverait soulagé d'une somme que nous pouvons évaluer à 138 millions pour le service des emprunts contractés en vue de la restauration des chemins de fer depuis l'armistice et à 148 millions pour les dépenses courantes, c'est-à-dire à 286 millions.

Certains membres de votre Commission eussent désiré voir réexaminer toutes les décisions définitives d'une importance financière à fixer.

Ils se basaient, pour demander cette révision, sur de soi-disant abus, et sur une loi semblable récemment votée dans un pays limitrophe.

Votre Commission, à la majorité de ses membres, a jugé que semblable mesure ne se justifiait pas en Belgique. Tout d'abord, elle a estimé qu'il ne fallait en rien diminuer les droits acquis, ni porter atteinte à la confiance que l'on a dans l'État, quand celui-ci s'est solennellement engagé à certaines prestations. Il a paru inadmissible qu'après avoir fait usage des juridictions d'appel existantes, l'État pût troubler certains sinistrés dans la possession de leurs biens reconstitués.

En second lieu, cette mesure semble d'autant moins utile que le nombre des jugements ou des décisions définitives intervenus dans des affaires dépassant 500,000 francs, par exemple, est très minime, la plupart de ces affaires sont pendantes devant les cours et tribunaux, beaucoup d'avances provisionnelles ont été accordées, mais ces affaires doivent encore être jugées quant au fond souvent, et quant au emploi presque toujours.

Certains membres de votre Commission eussent aussi désiré voir publier la liste de tous les réclamants en dommages de guerre, le montant de leurs demandes et le montant des indemnités accordées.

La majorité de votre Commission a estimé que ces mesures extra-légales ne s'imposaient pas, qu'elles pourraient donner lieu à des inconvénients, satisfaire peut-être certaines passions, que l'intérêt bien compris du pays est de ne pas surexciter.

Les recettes des Réparations, malheureusement, Messieurs, comme les années antérieures, sont aléatoires et dépendent surtout de la bonne volonté de notre débiteur. Cependant, si la situation de la Belgique reste ce qu'elle a été ces derniers mois, si la rentrée des impôts continue à se faire normalement et en excédent marqué sur nos prévisions budgétaires, si en plus le minimum que nous recevons en nature de l'Allemagne continue à nous être fourni, — et ce minimum

paraît assuré, en y ajoutant le produit de certains nouveaux impôts frappant le luxe, — le pays semble certain de pouvoir faire honneur à ses engagements.

D'autant plus que, d'après la comptabilité, il est très probable que les crédits accordés l'an dernier aux différents Départements, sur le budget des dépenses recouvrables, dépasseront les dépenses réellement effectuées pendant l'exercice, d'environ un quart de milliard.

La Chambre trouvera, en annexe, bien des renseignements intéressants sur les dépenses faites par la Belgique à la date du 31 décembre 1923, sur les versements faits par l'Allemagne à la même date, sur les réductions de personnel que l'avancement des travaux de l'O. R. D. et la diminution des affaires pendantes en justice ont autorisé le Département des Affaires Économiques à effectuer dès à présent.

Comme vous pourrez le constater, le budget a pu être soulagé, depuis quelques mois, des frais assez élevés qu'occasionnaient encore les travaux imposés aux H. C. R. et à leur personnel. Ceux-là et un tiers de leur personnel ont pu, leurs travaux terminés employer leur activité dans d'autres domaines.

Qu'il nous soit permis, à cette occasion, de remercier tous ces vaillants citoyens, qui, pendant de nombreuses années, se sont dévoués au service de la patrie et des sinistrés. Surtout quand leur œuvre pourra être jugée avec le recul du temps, justice complète leur sera rendue. Braves pionniers, ils se sont mis à la tâche sans hésitation et sans crainte; ils ont su mener à bien des entreprises très ardues; la reconnaissance de la patrie les suivra dans leur retraite, et leurs noms resteront honorés dans l'ensemble des territoires par eux restaurés.

La liste des communes désadoptées publiée, en annexe, fera voir à la Chambre et au pays le travail accompli ces dernières années. Quand l'on se souvient dans quel état devaient être les communes pour pouvoir jouir de l'adoption, l'on est quelque peu surpris qu'un si grand nombre de celles-ci puissent déjà se passer de cette faveur.

Il est également consolant de pouvoir se dire que, à la fin de cette année, le nombre des maisons reconstruites dans la Belgique dévastée, soit par les soins de l'O. R. D., soit par les soins des particuliers aidés par les jugements ou les transactions, dépassera notablement le nombre des maisons détruites lors de guerre. Aussi la crise des logements ne sévit-elle plus partout dans ces contrées; une crise contraire semble plutôt s'y dessiner.

Le budget des dépenses recouvrables se rapprochant de plus en plus de sa forme définitive, et embrassant de moins en moins de départements, la mission du rapporteur de ce budget devient plus aisée d'année en année. Il eût désiré pouvoir donner à la Chambre plus de précisions sur bien des points, mais il est encore trop tôt pour pouvoir chiffrer bien des problèmes. La seule chose certaine, c'est que la Belgique se trouve à la veille d'avoir terminé la grande œuvre de sa restauration matérielle.

Votre commission vous propose, à la majorité de ses membres, d'adopter le budget tel qu'il est établi à la suite des amendements déposés par le Gouvernement.

Le Rapporteur,

DE LIEDEKERKE.

Le Président,

M. LEMONNIER.

Dépenses effectuées par la Belgique

Compte arrêté au

1. — *Domages financiers :*

a)	Contributions de guerre. — Emprunt interprovincial. — Capital	.	.	.	.	.	.
	Intérêts imputés sur les budgets belges pendant l'occupation	.	.	.	.	.	.
	Intérêts payés jusqu'à la reprise par l'Etat et ajoutés au capital	.	.	.	.	.	.
	Intérêts payés depuis cette date jusqu'au 31 décembre 1923	.	.	.	.	.	.
b)	Dommages financiers des communes repris par l'Etat	.	.	.	.	.	.
	Intérêts payés par l'Etat depuis la reprise	.	.	.	.	.	.
	Intérêts des emprunts contractés par l'Etat pour les dépenses recouvrables	.	.	.	.	.	.
	Intérêts des titres de dommages de guerre échus au 31 décembre 1923	.	.	.	.	.	.
	Service de l'emprunt des régions dévastées	.	.	.	.	.	.

II. — Dommages au Domaine public :

1. Chemins de fer de l'Etat :

a) Voies et travaux	
b) Traction et matériel	
Matériel d'armistice 474,900,000 marks-or à 3 francs le mark-or	
c) Office d'électricité	
d) Marine	
2. Chemins de fer concédés	
3. Chemins de fer vicinaux	
4. Télégraphes et téléphones	
5. Postes	
6. Voies navigables	
7. Ports	
8. Voirie routière de l'Etat	
Voirie routière des communes	
9. Autres dommages au domaine public de l'Etat	

III. — Dommages aux propriétés privées :

1. Jugements des tribunaux de dommages de guerre et avances administratives	.	.	.	.
2. Travaux de reconstruction effectués directement de l'Etat	.	.	.	.
3. Reconstitution agricole.	.	.	.	.
4. Frais généraux de restauration	.	.	.	.

IV. — Dommages aux personnes :

1. Victimes civiles	{ Budget des Affaires Economiques	
	{ Budget de la Dette publique	
2. Victimes militaires	{ Budget de la Défense Nationale	
	{ Budget de la Dette publique	
3. Oeuvre Nationale des Invalides de la Guerre		

Frais des armées d'occupation

Pour mémoire : Dépenses effectuées avant l'armistice :

[illegible]

et portées au débit de l'Allemagne.

ANNEXE I.

au 31 décembre 1923.

Dépenses en espèces.	Reprise de charges.	Paiement en titres.	Divers.	Total.
»	2,280,000.000	»	»	2,280,000,000
43,000,000	»	»	»	43,000,000
»	67,800,000	»	»	67,800,000
591,100,000	»	»	»	591,100,000
»	338,100,000	»	»	338,100,000
71,000,000	»	»	»	71,000,000
1,128,000,000	»	»	»	1,128,000,000
624,800,000	»	»	»	624,800,000
151,400,000	»	»	»	151,400,000
604,000,000	»	»	»	604,000,000
1,721,300,000	»	»	»	1,721,300,000
»	»	»	1,415,700,000	1,415,700,000
17,600,000	»	»	»	17,600,000
25,100,000	»	»	»	25,100,000
31,600,000	»	27,700,000	»	59,300,000
300,000,000	»	»	»	300,000,000
186,000,000	»	»	»	186,000,000
3,300,000	»	»	»	3,300,000
128,300,000	»	»	»	128,300,000
93,200,000	»	»	»	93,200,000
84,000,000	»	»	»	84,000,000
75,400,000	»	»	»	75,400,000
115,500,000	»	»	»	115,500,000
3,319,000,000	»	2,575,000,000	»	5,894,000,000
1,174,800,000	»	»	»	1,174,800,000
249,000,000	»	»	»	249,000,000
414,000,000	»	»	»	414,000,000
358,900,000	»	»	»	358,900,000
63,300,000	»	»	»	63,000,000
445,600,000	»	»	»	445,600,000
12,200,000	»	»	»	12,200,000
24,700,000	»	»	»	24,700,000
12,056,100,000	2,685,900,000	2,602,700,000	1,415,700,000	18,760,400,000
674,900,000	»	»	»	674,900,000
12,731,000,000	»	»	Total général . .	19,435,300,000
250,000,000	»	»	»	250,000,000
738,000,000	»	»	»	738,000,000
13,719,800,000	2,685,900,000	2,602,700,000	1,415,700,000	20,423,300,000

I. — *Montants convertis en francs belges des différentes sommes indiquées en marks-or dans la comptabilité de la Commission des réparations comme ayant été reçues par la Belgique au 31 décembre 1923.*

ANNEXE II.

	Marks-or.	Francs-belges.
<i>Paievements en espèces</i>	» 1,083,753,895.66	3,614,421,584.49
<i>Livraisons :</i>		
Batellerie fluviale	2,211,014.99	6,847,750 »
Bétail	39,311,096.42	126,670,536.71
Matériaux de reconstruction	7,502,449.96	25,457,016.43
Livraisons à des particuliers ou à des administrations en compte réparation	22,927,194.10	72,211,362.88
Livraisons faites à des particuliers en vertu de l'accord Bemelmans	2,636,758.62	9,928,102.92
Charbons	111,859,329 »	359,221,453.90
Matières colorantes et produits pharmaceutiques	11,531,332.54	36,960,157.45
Bibliothèque de Louvain	1,758,585.28	5,278,755.84
Matériel de chemin de fer et agricole . . .	391,781,652.39	519,304,125.62
Biens abandonnés	80,420,000 »	219,398,685 »
	671,689,413.30	1,381,277,946.75
<i>Cessions : Eupen-Malmédy</i>	635,000 »	2,063,750 »
	1,756,028,308.96	4,997,763,281.24
<i>A déduire :</i>		
1° Pour l'année 1922, d'après la décision 2192-2196 de la C. E. concernant les accords belgo-allemands de restitution. .	23,250,000 »	71,609,800 »
2° Frais de l'armée d'occupation et des commissions de contrôle.	248,252,435.95	601,483,887.12
3° Avances : charbons	80,520,023.71	98,138,509.64
	802,022,459.66	771,232,196.76
	1,454,005,849.80	4,226,531,084.48

[N° 282.]

(8)

II. — Recettes Ruhr pour la Belgique au 31 décembre 1923.

<i>Espèces</i> : Par décision du 22 février 1924, 10 millions de marks-or transférés au Gouvernement belge (23 février 1924 : 1 mark-or = 6,269 francs belges)	62,690,000 »
<i>Produit de la vente des charbons, coke, etc.</i> expédiés à la Belgique du 11 janvier au 31 décembre 1923 : déduction faite des frais de transport jusqu'aux frontières, 1,563,397 tonnes = 132,888,745 francs français	151,984,857 »
<i>Produit brut des saisies</i> :	
Matériel industriel et matériel roulant	12,900,800 »
Commande annexe IV. et accord Bemelmans	2,919,887 »
Traverses chemin de fer	8,508,915 »
Gravier	57,000 »
Produits pharmaceutiques	7,116,220 »
Engrais azotés	15,831,004 »
Matériel agricole	65,730 »
Colorants	»
	47,399,556 »
	262,074,413 »
<i>A déduire</i> :	
Frais de l'armée d'occupation belge dans la Ruhr	31,484,893 »
Frais des saisies	1,421,321 »
	32,906,214 »
	229,168,199 »
<i>Total toutes recettes (Compte réparation et Ruhr).</i>	<u>4,453,699,283.48</u>

Remarque. — Le présent état en ce qui concerne le tableau II ne tient pas compte des recettes importantes effectuées en espèces par la « Caisse des Gages » établie à Coblenz et non encore distribuées.

III. — Situation générale des comptes de l'Allemagne et des Puissances au 31 décembre 1923 (Ruhr exclue).

		SOLDES	
		Créditeurs.	Débiteurs.
		(En milliers de Marks-or.)	
États-Unis		1,012,314	»
Grande-Bretagne			251,277
France			205,695
Italie			358,104
Belgique.			1,454,006
Autres pays			2,313,568
		1,012,314	4,583,250
Non réparti			883,753
			5,467,003
	Total soldes débiteurs.		
<i>A déduire</i> :			
Total des soldes créditeurs.		1,012,314	
Intérêts et gains de change débités aux Puissances et non crédités à l'Allemagne		4,304	1,016,618
<i>A ajouter</i> :			
Différence sur fonds garantis (créditée aux Puissances et non débitée à l'Allemagne)			4,450,385
			3,030
<i>Solde créiteur estimatif de l'Allemagne au 31 décembre 1923.</i>			<u>4,453,415</u>

ANNEXE III.

Bruxelles, le 14 avril 1924.

Situation de la liquidation du Service des Transports.

La liquidation du service des transports se poursuit d'une manière tout à fait satisfaisante. Le produit encaissé à ce jour s'élève à :

Exercice 1923.

Matériel Decauville	fr.	1,820,613
Matériel automobile		90,760
Matériel divers		40,444
		1,951,817

Exercice 1924.

Matériel Decauville	fr.	301,675
Matériel automobile		822,005
Matériel divers		38,457
		1,162,137
		3,113,954

Somme à laquelle il y a lieu d'ajouter celle de fr. 700,000
qui sera encaissée à très bref délai.

Total . . . fr. 3,813,954

En ce qui concerne les matériaux de construction non utilisés par l'Office des régions dévastées, ils ont produit les sommes suivantes :

Exercice 1923.

Vente de briques	fr.	3,875,444
Vente de bois		60,386
		Total . . . fr. 3,933,830

Exercice 1924.

Vente de briques	fr.	664,941
Vente de bois		1,111,033
		1,775,974
		Total . . . fr. 5,709,804
Reprise du produit de la liquidation du service des transports .		3,813,954
		Total . . . fr. 9,523,758

(11)

Dommages aux biens au 31 mars 1914.

Domages aux biens

TRIBUNAUX.	Nombre de demandes introduites.	DÉCISIONS DÉFINITIVES		
		par jugements.	Transactions O.D.G.	Transactions Coopérat.
Anvers	46,813	14,084	11,867	110
Malines	36,489	7,317	7,335	2,993
Turnhout	12,507	7,453	3,019	»
Bruxelles	145,687	16,038	11,999	1,102
Louvain	40,080	9,692	3,536	978
Nivelles	19,524	2,811	5,794	370
Charleroi	64,917	4,540	8,825	4,907
Mons	61,265	8,309	10,028	4,413
Tournai	68,704	2,240	3,310	10,424
Audenaerde	56,766	4,474	6,155	530
Gand	97,484	10,099	16,942	8,038
Termonde	104,160	6,146	3,778	5,079
Bruges	73,842	16,089	9,729	5,833
Courtrai	120,327	26,962	5,048	11,536
Furnes	27,192	24,391	1,050	740
Ypres	79,447	25,984	2,695	4,721
Liège	46,134	14,188	5,228	1,352
Huy	18,700	6,733	5,691	85
Verviers	21,097	6,110	4,813	203
Arlon	20,303	7,143	2,340	605
Marche	21,351	10,669	1,616	»
Neufchâteau	14,912	9,174	916	48
Dinant	36,527	5,484	5,494	2,279
Namur	37,018	1,913	6,022	3,050
Hasselt	17,688	4,848	5,704	3
Tongres	17,073	9,765	2,409	»
Totaux	1,306,657	259,661	151,373	69,339
Pendant mars	1,157	5,448	8,965	1,497

Nombre de demandes introduites 1,306,657
 — — — réglées 689,275
 — — — restant à régler 617,382

ANNEXE IV.

31 mars 1914.

Total des décisions définitives.	Nombre de demandes ayant reçu des décisions.	SOMMES ALLOUÉES.	affaires restant à régler définitivement:	
			Nombre.	P. c. du total des demandes.
23,061	33,165	118,956,960.31	13,648	29
17,585	19,782	184,672,553.97	16,707	46
10,472	10,927	16,522,142.00	1,580	13
29,139	56,899	144,593,411.40	88,788	61
14,206	18,810	143,343,823.27	21,270	53
8,975	10,440	81,710,701.91	9,084	47
18,272	23,095	140,957,365.01	41,822	64
22,750	31,762	126,358,293.15	29,503	48
15,974	28,031	98,365,024.55	40,673	59
11,159	24,004	63,187,331.48	32,762	58
35,079	58,179	336,800,871.32	39,305	40
15,003	38,987	144,362,808.21	65,173	63
31,651	44,981	346,728,326.45	28,911	39
43,546	66,336	379,190,442.04	53,991	45
26,181	21,815	532,202,840.44	5,377	20
33,400	41,763	959,986,569.87	37,684	47
10,768	27,875	598,714,461.55	18,259	40
12,509	15,142	41,067,821.17	3,558	19
11,156	13,856	95,939,914.35	7,241	34
10,088	10,648	40,852,350.26	9,655	48
12,285	19,640	20,981,597.57	2,311	10
10,138	10,195	42,962,498.43	4,717	32
13,257	14,026	126,769,907.63	22,501	62
10,990	17,033	77,142,524.51	19,985	51
10,555	16,255	15,257,583.46	1,433	8
12,174	15,629	29,580,602.42	1,414	8
480,373	689,275	4,907,208,729.73	617,382	47 p.c.
15,910	19,900	121,339,953.29	»	»

représentant 53 p. c. des demandes introduites.

— 47 p. c. —

Dommages aux personnes de l'origine au 31 mars 1924.

	Demandes introduites.	Affaires portées au rôle.	Jugements rendus.				Déboutés.	Total des jugements.
			Incapacité.	Déportation.	Veuves et Orphelins.	Totaux.		
Anvers	7,974	13,751	1,811	4,658	525	6,994	3,665	10,659
Malines	2,655	4,554	562	2,610	134	3,306	796	4,102
Turnhout	2,082	1,869	160	591	85	836	745	1,581
Bruxelles	9,344	11,651	2,721	3,832	748	7,301	2,990	10,291
Louvain	5,110	13,905	1,400	4,001	560	5,661	849	6,510
Nivelles	6,544	12,916	3,973	4,117	425	8,515	1,230	9,745
Charleroi	9,893	20,943	7,161	5,372	743	13,276	2,170	15,446
Mons	20,284	32,350	7,294	13,193	1,214	21,701	3,455	25,156
Tournai	16,884	25,870	5,959	8,862	1,326	16,147	5,226	21,373
Audenarde	10,252	16,699	3,468	8,349	595	12,412	1,917	14,329
Gand	27,433	21,802	3,327	9,412	1,344	14,083	6,673	20,756
Termonde	17,671	28,827	5,650	11,957	1,309	18,916	1,590	20,506
Bruges	10,463	14,143	2,346	1,253	1,181	4,780	7,426	12,206
Courtrai	48,728	29,509	8,138	13,282	2,198	23,618	4,754	28,372
Furnes	1,582	1,739	315	58	240	613	445	1,058
Ypres	4,474	6,089	1,094	1,524	923	3,541	1,279	4,820
Liège	5,329	8,780	1,593	2,606	1,122	5,321	1,864	7,185
Huy	499	869	147	342	130	619	175	794
Verviers	2,180	3,416	500	2,299	246	3,045	590	3,635
Arlon	13,915	17,675	1,601	7,903	942	10,446	2,699	13,145
Marche	1,811	3,384	1,267	1,565	99	2,931	185	3,116
Neufchâteau . . .	1,650	3,274	963	277	201	1,441	303	1,744
Dinant	7,848	6,620	2,620	1,040	950	4,610	1,014	5,624
Namur	15,599	16,333	6,611	7,613	1,312	15,536	1,346	16,882
Hasselt	2,917	4,507	789	1,684	137	2,610	527	3,137
Tongres	1,975	2,309	314	1,008	97	1,419	634	2,053
TOTAUX	255,096	323,784	71,484	119,408	18,786	209,678	54,547	264,225
Pendant mars . .	205	2,763	459	804	98	1,361	813	2,174

ANNEXE VI.

Tableau indiquant : 1° le nombre des chambres supprimées dans les tribunaux des dommages de guerre ;

2° la réduction opérée sur le nombre de Commissaires de l'État depuis le 30 septembre 1923.

SITUATION AU 1^{er} MAI 1924.

Arrondissement.	Nombre de chambres supprimées.	Nombre de Commissaires de l'État dont le mandat a pris fin depuis le 30 sep- tembre 1923.
Anvers	2	4
Malines	2	4
Turnhout	1	—
Bruxelles	4	—
Louvain	2	—
Nivelles	—	—
Charleroi	4	6
Mons	4	4
Tournai	2	3
Audenarde	2	1
Gand	4	5
Termonde	2	3
Bruges	3	3
Courtrai	3	—
Furnes	2	5
Ypres	5	7
Liège	5	4
Huy	—	4
Verviers	4	3
Arlon	4	—
Marche	—	—
Neufchâteau	—	—
Dinant	4	—
Namur	2	—
Hasselt	4	—
Tongres	4	4
Cour de Bruxelles	—	—
Cour de Gand	—	—
Cour de Liège	—	—
TOTAUX.	54 chambres.	46 Commissaires de l'État.

ANNEXE VII.

COMMUNES DÉSADOPTÉES.

La date indiquée en regard du nom de chaque commune est celle de l'arrêté royal de désadoption.

Aerschot, Brabant	18 juin 1923
Angre, Hainaut	24 décembre 1923
Angreau, Hainaut	12 février 1924
Anseremme, Namur	7 mars 1923
Anthée, Namur	28 mai 1923
Ardoye, Flandre occidentale	5 août 1922
Arsimont, Namur	7 novembre 1922
Andreghies, Hainaut	15 mars 1924
Autreppe, Hainaut	24 décembre 1923
Avecappelle, Flandre occidentale	5 novembre 1923
Avelghem, Flandre occidentale	1 février 1923
Battice, Liège	14 juillet 1923
Berneau, Liège	14 juillet 1923
Beveren-lez-Andenarde, Fland. orient.	15 décembre 1922
Beveren-lez-Roulers, Fland. occident.	1 mai 1924
Beyghem, Brabant	18 juin 1923
Biesmes, Namur	28 mai 1923
Blaesvelt, Anvers	15 mars 1924
Blareghies, Hainaut	1 mai 1924
Bléharics, Hainaut	12 février 1924
Bleid, Luxembourg	22 août 1922
Boesinghe, Flandre occidentale	15 mars 1924
Boitshoucke, Flandre occidentale	15 mars 1924
Boninnes, Namur	28 mai 1923
Boortmeerbeek, Brabant	15 mars 1924
Bornhem, Anvers	8 juin 1922
Bossuyt, Flandre occidentale	22 août 1922
Bourseigne-Neuve, Namur	13 décembre 1923
Bouvignes, Namur	1 mai 1924
Bovekerke, Flandre occidentale	14 juillet 1923
Champion, Namur	29 juin 1922
Chereq, Hainaut	18 juin 1923
Coxyde, Flandre occidentale	14 juillet 1923
Deynze, Flandre orientale	26 janvier 1924
Diekebusch, Flandre occidentale	15 mars 1924
Dourbes, Namur	28 mai 1923
Eecke, Flandre orientale	1 avril 1923 renonce
Eggewaertscappelle, Flan. occ.	20 septembre 1923
Elverdinghe, Flandre occidentale	12 février 1924

Elewyt, Brabant	12 février 1924
Eppeghem, Brabant	1 décembre 1923
Ere, Hainaut	1 décembre 1923
Espierres, Flandre occidentale	22 août 1922
Ethe, Luxembourg	18 juin 1923
Eyne, Flandre orientale	12 juillet 1923
Fléron, Liège	28 juillet 1922
Franchimont, Namur	7 septembre 1922
Francorchamps, Liège	7 septembre 1922
Frasnes-lez-Convain, Namur	28 mai 1923
Furnes, Flandre occidentale	15 mars 1924
Gaverè, Flandre orientale	1 décembre 1923
Gits, Flandre occidentale	1 mai 1924
Grand-Reng, Hainaut	24 décembre 1923
Haccourt, Liège	23 juin 1922
Haecht, Brabant	12 février 1924
Handzaeme, Flandre occidentale	1 mai 1924
Hastières-par-delà, Namur	1 mai 1924
Hensies, Hainaut	12 février 1924
Hérent, Brabant	15 mars 1924
Hermée, Liège	15 mars 1924
Hermeton-s/Meuse, Namur	28 mai 1923
Heurne, Flandre orientale	30 novembre 1923
Hollain, Hainaut	26 janvier 1924
Hooghlede, Flandre occidentale	1 mai 1924
Houx, Namur	29 juin 1922
Iseghem, Flandre occidentale	20 décembre 1922
Izel, Luxembourg	10 avril 1923
Jamioulx, Hainaut	12 février 1924
Jollain-Merlin, Hainaut	1 décembre 1923
Kain, Hainaut	26 janvier 1924
Kessel, Anvers	26 janvier 1924
Kessel-Loo, Brabant	12 février 1924
Keyem, Flandre occidentale	1 mai 1924
Konings-Hoyekt, Anvers	8 juin 1922
Lampernisse, Flandre occidentale	26 janvier 1924
Landegem, Flandre orientale	20 septembre 1923
La Panne, Flandre occidentale	8 juin 1922
Laplaigne, Hainaut	24 décembre 1923
Leerne-St-Martin, Flandre orientale	14 juillet 1923
Leffinghe, Flandre occidentale	26 janvier 1924
Leke, Flandre occidentale	1 mai 1924
Les Bulles, Luxembourg	8 juin 1922
Lesdain, Hainaut	24 décembre 1923
Liezele, Anvers	24 décembre 1923
Lobbès, Hainaut	1 décembre 1923

Loo, Flandre occidentale	15 mars 1924
Louvain, Brabant	14 avril 1924
Louveigné, Liège	14 juillet 1923
Lovenjoul, Brabant	15 mars 1924
Machelen, Flandre orientale	25 mai 1923
Maissin, Luxembourg	15 mars 1923
Marchipont, Hainaut	25 mai 1923
Mariembourg, Namur	1 mai 1924
Melle, Flandre orientale	12 juillet 1923
Melles, Hainaut	18 juin 1923
Merckem, Flandre occidentale.	15 mars 1924
Middelkerke, Flandre occidentale.	1 mai 1924
Moorslede, Flandre occidentale	1 mai 1924
Mouland, Liège	1 mai 1924
Neerlinter, Brabant.	1 mai 1924
Nevele, Flandre orientale	29 septembre 1923
Nieuweappelle, Flandre occidentale	15 mars 1924
Noordschoote, Flandre occidentale	15 mars 1924
Olne, Liège	5 octobre 1922
Olsene, Flandre orientale	15 octobre 1920 renonce
Onhayé, Namur.	28 mai 1923
Onnezies, Hainaut	29 août 1922
Oostkerke, Flandre occidentale	12 février 1924
Oostwinckel, Flandre orientale	1 juillet 1921
Oret, Namur	28 mai 1923
Ottignies, Brabant	29 novembre 1922
Oudecappelle, Flandre occidentale	15 mars 1924
Peteghem-lez-Audenaerde, Fl. orien.	30 novembre 1923
Peteghem-lez-Deynze, Fl. orientale	14 juillet 1923
Porcheresse, Luxembourg	14 juillet 1923
Quaremont, Flandre orientale.	29 août 1922
Quiévrain, Hainaut,	29 juin 1923
Ramegnies-Chin, Hainaut	26 janvier 1924
Ramillies-Offus, Hainaut	15 mars 1924
Reninghe, Flandre occidentale	12 février 1924
Reninghelst, Flandre occidentale	13 décembre 1923
Roisin, Hainaut	12 février 1924
Romedenne, Namur.	26 janvier 1924
Ronsele, Flandre orientale.	24 décembre 1923
Rossignol, Luxembourg	15 octobre 1923
Roulers, Flandre occidentale	1 mai 1924
St-Amand, Anvers	1 mai 1924
St-Ghislain, Hainaut	26 janvier 1924
St-Gilles-lez-Termonde, Fl. orientale.	13 février 1922 renonce
St-Jacques-Cappelle, Fl. occidentale	15 mars 1924
Schaffen, Brabant	1 mai 1924
Seilles, Liège	26 janvier 1924

Sivry, Hainaut	1 décembre 1923
Somergem, Flandre orientale . . .	30 novembre 1923
Sorinnes, Namur	19 mai 1923
Soumagne, Liège	14 juillet 1923
Spontin, Namur	19 mai 1923
Slave, Namur	29 juin 1922
Surice, Namur	19 mai 1923
Swynaerde, Flandre orientale . . .	14 juillet 1923
Synghem, Flandre orientale . . .	5 novembre 1923
Tamines, Namur	19 mai 1922
Thimougies, Hainaut	20 septembre 1923
Thourout, Flandre occidentale . . .	1 février 1923
Tintigny, Luxembourg	18 juin 1923
Trembleur, Liège	1 mai 1924
Visé, Liège	1 mai 1924
Vladsloo, Flandre occidentale . . .	1 mai 1924
Vlamertinghe, Flandre occidentale .	15 mars 1924
Vosselaere, Flandre orientale . . .	14 juillet 1923
Waelhem, Anvers	24 décembre 1923
Warcoing, Hainaut	30 novembre 1923
Wavre-Notre-Dame-Anvers	1 mai 1924
Weerde-sur-Senne, Brabant	18 juin 1923
Werchter, Brabant	1 mai 1924
Wercken, Flandre occidentale . . .	1 mai 1924
Westoutre, Flandre occidentale . . .	1 mai 1924
Willerzee, Namur	19 mai 1923
Woesten, Flandre occidentale . . .	1 décembre 1923 renonce
Woumen, Flandre occidentale . . .	15 mars 1924
Wulpen, Flandre occidentale	15 mars 1924
Zulte, Flandre occidentale	1 décembre 1923

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MEI 1924.

BEGROOTING der uitgaven verhaalbaar wegens uitvoering van de Vredesverdragen VOOR HET DIENSTJAAR 1924 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER de LIEDEKERKE.

MIJNE HEEREN,

De internationale oplossing van het uitgebreide herstellvraagstuk schijnt eene nieuwe wending te hebben gekregen; terecht kan men verwachten er binnen korten tijd de oplossing van te zien.

Terecht mag België hopen eerlang sommige regelmatige geldstortingen van zijn schuldeischer te mogen ontvangen; met reden mogen wij hopen weldra onze stoffelijke beschadiging te kunnen herstellen en onze medeburgers van een gedeelte der daaraan verbonden geldelijke bezwaren te ontlasten.

Inderdaad, een vreeselijk tijdperk der na-oorlogsche wisselvalligheden is thans geëindigd. Onze groote geallieerde van over den Oceaan, die sedert het Verdrag van Versailles zich van ons afgezonderd had, heeft een heilzame poging gedaan om hare vrienden opnieuw dichter te benaderen en aldus het eenig front in den na-oorlog te vormen.

(1) Begrooting, n° 4 XVII.

Amendementen, n° 78, 105, 157V.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren Lemonnier, voorzitter; Hallet, Houtart, ondervoorzitters; Carlier, David, secretarissen; Bologne, Cousot, De Bruyne (Aug.), de Liedekerke, Donnay, Ozeray, Pussemier, Soudan, Strauss, Van Glabbeke en Wauwermans.

b) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren Pecher, de Kerckhove d'Exaerde, Pepin, de Gérardon, Sap et du Bus de Warnaffe.

Onze tegenstrever, overwonnen zijnde, schijnt ertoe gedwongen te zijn de besluiten van het Experten-Comiteit aan te nemen.

Konden deze besluiten opzichts België ten uitvoer worden gelegd, dan zou ons Vaderland, na zooveel ontgoocheling en droefheid, eindelijk wat steun en kalmte vinden, zaken die zoo vurig worden gewenscht. Dat ware een flinke stap vooruit op de baan van den vrede, ofschoon andere internationale vraagstukken nog een oplossing verwachten. Daaronder dienen te worden vermeld de intergeallieerde schulden die gelukkig ons niet rechtstreeks betreffen, alsmede de toe te passen maatregelen ingeval de besluiten der experten niet worden nageleefd.

Weze het ons geoorloofd desbetreffende een wensch uit te brengen : Geve de Hemel, dat het vraagstuk niet worde verwickeld met er vreemde vraagstukken aan toe te voegen; laten wij trachten de moeilijkheden om de beurt op te lossen.

De Begrooting der verhaalbare uitgaven is dit jaar merkelyk verminderd. Laatstleden jaar kwam het de drie milliard nabij, en thans is het, naar aanleiding der door de Regeering ingediende amendementen, tot op ongeveer anderhalf milliard geslonken.

De voornaamste verminderingen betreffen de volgende posten :

457 millioen die voortsproten uit de leeningen aangegaan voor 's lands herstel, zijn afgeschaft ;

890 millioen minder voorzien voor het Ministerie van Economische Zaken. Hoe komt het, dat dit departement zulke aanzienlijke bezuinigingen heeft kunnen doen?

Eerstens. Een door ons voorzien feit wordt thans verwezenlijkt.

Wij stellen nu de gelukkige gevolgen vast van de werkzaamheden van herstel verricht door den Dienst der Verwoeste Gewesten en door het Departement van Landbouw. Vanaf 1919, ving de Staat aan talrijke onroerende goederen en tot het landbouwbedrijf behoorend te herstellen; die methode, door eenigen gehekel, brengt thans hare vruchten voort.

De Dienst der Verwoeste Gewesten heeft iets meer dan één milliard uitgegeven en het landbouwherstel heeft een weinig meer dan 300 millioen gekost; die aldus uitgegeven sommen komen thans in mindering van die welke aan de geëisteerden moeten uitgekeerd worden krachtens gewezen vonnissen.

Die uitslag liet wat op zich wachten, want de dossiers, van onderscheidene besturen afhangende, kwamen bij de rechtbanken minder spoedig toe dan die welke alleen van de Staatscommissarissen afhingen; doch sedert eenige maanden stelt men eene merkbare vermindering vast in de aanvragen om geld, noodzakelyk voor de vereffening der eindvonnissen. In de maand October 1923, vroegen de Cooperatieven voor Oorlogsschade nog een vijftigtal millioenen per maand aan; in Januari 1924, was dit cijfer gevallen op 40; thans is het niet hooger meer dan 20 millioen. Vandaar eene vermindering op de uitgaven voorzien bij het opmaken der Begrooting, in Augustus 1923, welke vermindering nagenoeg 300 millioen bedraagt. Dezelfde bemerking geldt voor de definitieve titels te overhandigen aan de

nijveraars en de handelaars. Dank zij de voorschotten bij voorraad aan dit soort van geteisterden gedaan, gebeurt het, dat bij de eindvonnissen, de Staat vaak nog slechts geringe sommen uit te keeren heeft; zelfs gebeurt het soms, dat het bedrag der voorschotten bij voorraad verleend het bedrag overschrijdt van de toegewezen vergoedingen alsdan is de Staat schuldeischer in plaats van schuldenaar.

Een derde reden heeft eene belangrijke bezuiniging mogelijk gemaakt. Wegens financieele moeilijkheden werd besloten sommige werken van den Dienst der Verwoeste Gewesten, die minder spoed eischen, niet dadelijk uit te voeren, evenals de termijnen te verlengen die toegestaan werden om het bewijs der wederbelegging te leveren.

Als antwoord op de voorstellen van de Commissie voor de Financiën het vorig jaar uitgedrukt, zullen de vergoedingen zooveel mogelijk met titels geregeld worden. De niet aan wederbelegging onderworpen schade zal er dus in de toekomst wel aan onderworpen zijn; sommige bijzondere maatregelen zijn noodig voor schade aan roerende goederen.

Doch zoo deze moeten genomen worden, dan hopen we daarbij dat de geteisterden verhandelbare titels zullen ontvangen met coupons voor regelmatige vervaldagen. De vraag om de interesten, verschuldigd vanaf 1 Januari 1920, op dezelfde wijze te betalen op de nog niet vastgestelde schade, ligt ter studie en wij denken dat zij aldus zal opgelost worden.

Verleden jaar wenschten wij dat de begrooting van dit jaar de eerste vereffeningsbegrooting zou zijn van het groote werk van den wederopbouw. Deze wensch ware zeer waarschijnlijk in vervulling gegaan indien de bijzondere voormelde redenen het afhandelen van sommige zaken niet hadden gestremd. Inderdaad, de credietbeperking die wij thans nog kennen verhindert nog de eindvereffening van al de loopende zaken. Ondanks haar verlangen de aangevatte werken te bespoedigen en de laatste vragen van wederbelegging en oorlogsschade te regelen, ziet de Regeering zich nog genoodzaakt sommige verwezenlijkingen uit te stellen.

Er bestaat alle reden toe te hopen dat die toestand niet zal blijven duren en dat de herstellingen, door den Dienst der Verwoeste Gewesten aangevat, ongestoord zullen kunnen voortgaan.

Evenals wij het verleden jaar reeds deden, herhalen wij hier dat de Commissie voor de Financiën niet zal dulden dat de geteisterden in twee reeksen worden verdeeld, de wet op de herstellingen zal, zooals vroeger, in denzelfden geest en beteekenis toegepast worden.

De geteisterden mogen gerust zijn.

De Belgische gemeenschap zal hare verbintenissen tegenover de beproefden blijven vervullen; dezen zullen hunnerzijds niet weigeren sommige termijnen te aanvaarden, zoo deze mochten noodig worden geacht. Wij zijn ervan overtuigd, dat zij niet zullen vergeten, dat Duitschland de oorzaak is van al hun onheil, Duitschland dat, na ons op verraderlijke wijze te hebben aangevallen, tot nogtoe koppig geweigerd heeft eerlijk liet gedane kwaad te herstellen, aan ons, Belgen, schier gansch den last van het herstel overlatend.

Geen maatregel hoëgenaamd zal worden genomen om de individueele pogingen van herstel stil te leggen of te belemmeren. Doch dan moet de persoonlijke ondernemingsgeest toonen dat hij op de hoogte is van zijne taak. Dat mogen en moeten Land en Parlement van iedereen eischen in dezen moeilijken tijd.

De Commissie voor de Financiën heeft de Begrooting der verhaalbare uitgaven nauwkeurig onderzocht. Vele vingerwijzingen werden door haar gedaan; deze zijn niet alle nieuw, maar zij oordeelt het nuttig op sommige punten, vroegere jaren reeds vermeld, aan te dringen om te doen begrijpen dat, zoo aan hare wenschen nog niet kon gevolg gegeven worden, zij op het Parlement rekeht om ze ten uitvoer te brengen naar gelang het mogelijk wordt.

Eerst en vooral, aangezien wij zeer ernstig de mogelijkheid kunnen overwegen eerlang de nog invorderbare uitgaven te doen voorkomen op de Begrooting, heeft de Commissie voor de Financiën met nadruk gevraagd dat, op dat oogenblik, de loopende rekening van Duitschland, op nauwkeurige wijze zou worden opgemaakt en bij de Begrooting gevoegd.

Deze rekening kon nog niet worden opgemaakt, daar dit werk slechts mogelijk is in overleg met internationale organismen en deze, tot heden, op meer dan een hinderpaal hebben gestuit die onafhankelijk van hun wil was.

Een tweede punt werd door uwe Commissie onderzocht: zij acht dat het in de toekomst wenschelijk ware dat het Departement der Staatsbedrijven, hetwelk er een eigen boekhouding op na houdt, zijn eigen begrooting van verhaalbare uitgaven zou opmaken. De Staatsbedrijven worden thans heringericht. Iedereen tracht ze te industrialiseeren, het is dus volstrekt normaal en wenschelijk dat zij den dienst zouden verrichten van al de kapitalen die te hunner beschikking worden gesteld, deze mogen voortkomen van hun eerste oprichting of hun herstel. Werd soortgelijke maatregel toegepast op de Begrooting van dit jaar, dan zou deze verlicht zijn van eene som die wij mogen ramen op 138 millioen voor den dienst der leeningen voor het herstel der spoorwegen sedert den wapenstilstand, en op 148 millioen voor de loopende uitgaven, dat wil zeggen op 286 millioen.

Sommige leden der Commissie zouden gewenscht hebben al de definitieve beslissingen van een te bepalen financieel belang opnieuw te onderzoeken.

Om deze herziening te vragen steunden zij op op zoogezegde misbruiken, en op eene soortgelijke wet die onlangs in een naburig land werd gestemd.

De meerderheid der leden van de Commissie heeft geacht dat zulke maatregel in België niet te billijken was. Eerst en vooral was zij de meening toegedaan dat men in niets de verworven rechten mocht verminderen, noch het vertrouwen aan het wankelen brengen dat in den Staat wordt gesteld, wanneer deze zich plechtig tot sommige verstrekkingen heeft verplicht. Het bleek onmogelijk dat, na gebruik te hebben gemaakt van de bestaande rechtscolleges in hooger beroep, de Staat sommige geteisterden zou kunnen lastig vallen in het bezit van hunne herstellde goederen. Ten tweede scheen deze maatregel des te minder nuttig daar het aantal vonnissen of eindbeslissingen geveld in zaken van meer dan 500,000 frank bij voorbeeld, zeer

gering is, de meeste dezer zaken zijn nog hangende voor de hoven en rechtbanken, vele provisioneele voorschotten werden verleend, maar deze zaken moeten nog berecht worden, vaak wat den grond betreft en steeds wat de wederbelegging aangaat.

Sommige leden uwer Commissie hadden ook gewenscht een lijst te zien bekendmaken van al de eischers van oorlogsschade, met het bedrag hunner eischen en het bedrag der verleende schadeloosstellingen.

De meerderheid der Commissie was van meening dat deze maatregelen, buiten de wet, niet noodzakelijk waren, dat zij aanleiding konden geven tot bezwaren en sommige hartstochten voldoen die, in het welbegrepen belang van het land, beter niet werden opgehitst.

De ontvangsten inzake Herstel, ongelukkiglijk, Mijne Heeren, zijn zooals de vorige jaren onbestendig en hangen vooral af van den goeden wil van onzen schuldenaar. Nochtans, zoo de toestand van België blijft wat hij deze laatste maanden was, zoo de belastingen regelmatig blijven inkomen en de vooruitzichten ver te boven gaan, zoo daarbij het minimum dat wij van Duitschland *in natura* ontvangen ons steeds verstrekt wordt, en dit minimum schijnt gewaarborgd, met daarbij te voegen de opbrengst van sommige nieuwe belastingen op weeldeartikelen, dan mag het land zeker zijn dat het zijne verbintenissen eer zal kunnen aandoen.

Zoo veel te meer daar het, volgens de rekenstukken, zeer waarschijnlijk is dat de credieten verleden jaar verleend aan de verschillende Departementen op de begrooting van de verhaalbare uitgaven, de gedurende het dienstjaar werkelijk gedane uitgaven zullen overtreffen met ongeveer een half milliard.

De Kamer zal in de bijlage vele interessante inlichtingen vinden over de uitgaven door België gedaan op 31 December 1923, over de stortingen gedaan door Duitschland op denzelfden datum, over de vermindering van personeel die de vordering van de werken van den Dienst van de Verwoeste Gewesten en de vermindering van de voor het gerecht aanhangige zaken, aan het Departement van Economische Zaken toegelaten hebben van nu af reeds te doen.

Zooals gij zult zien kon de begrooting ontlast worden, sedert eenige maanden, van de tamelijk hooge kosten die nog altijd werden geëischt door de werken opgelegd aan de H. K. C. en aan hun personeel. Deze, en een derde van hun personeel, konden na het eindigen van hunne werkzaamheden hunne activiteit op een ander gebied overbrengen.

Het weze ons toegelaten hier al deze moedige burgers te bedanken die gedurende vele jaren zich hebben toegewijd aan den dienst van het vaderland en van de geteisterden. Wanneer men op eenigen afstand van jaren hun werk zal kunnen beoordeelen, zal men hun ten volle recht laten wedervaren. Als dappere pionniers hebben zij zich aan het werk gesteld, zonder aarzeling en zonder vrees; zij hebben reusachtige ondernemingen tot een goed eind gebracht; de erkentelijkheid van het vaderland zal hen volgen, en hunne namen zullen geëerd blijven in al de streken die door hen werden heropgebouwd.

De lijst van de niet meer aangenomen gemeenten, in de bijlage vermeld, zal aan de Kamer en aan het land doen zien welke arbeid in de laatste jaren werd verricht. Wanneer men zich herinnert in welken toestand de gemeenten zich moesten bevinden om kunnen aangenomen te worden, dan staat men er over verbaasd dat reeds een zoo groot getal die gunst niet langer meer noodig hebben.

Het is eveneens troostend te kunnen zeggen dat op het einde van dit jaar het getal huizen in verwoest België heropgebouwd, hetzij door de zorgen van den D. V. G., hetzij door de zorgen van particulieren geholpen door de vonnissen of de transacties, merkelyk het getal huizen tijdens den oorlog vernield zal overtreffen, de woningcrisis heerscht niet meer overal in deze streken; eene tegenovergestelde crisis schijnt zich nu te willen voordoen.

Daar de begrooting der verhaalbare uitgaven meer en meer tot haar definitieven vorm nadert, en steeds minder departementen omvat, wordt de taak van den verslaggever van deze begrooting van jaar tot jaar gemakkelijker. Graag had hij aan de Kamer over vele punten meer aanduidingen willen geven, maar het is nog te vroeg om vele vraagstukken te becijferen. Eene zaak is zeker, België heeft het groote werk van zijn stoffelijk herstel bijna voltrokken.

Uwe Commissie stelt u voor, met de meerderheid harer leden, de begrooting aan te nemen zooals zij werd vastgesteld na de amendementen door de Regeering ingediend.

De Verslaggever,

DE LIEDEKERKE.

De Voorzitter,

M. LEMONNIER.

